

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 14/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE

-

21450 MAGNY LAMBERT

Références : 2022-479
Code AIOT : 0005400157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2022 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE implanté LES ROCHIES 21450 MAGNY LAMBERT. L'inspection a été annoncée le 05/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE
- LES ROCHIES 21450 MAGNY LAMBERT
- Code AIOT : 0005400157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Nouvelle SOGEPIERRE a été autorisée à renouveler l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches massives calcaires située à Magny-Lambert aux lieux-dits « Rochies et les Chemins de Villaine » et « Rochies sous la Brosse » par arrêté préfectoral du 21 juin 2021. L'exploitation a initialement été autorisée en 1991 pour exploitation par la société SA SOGEPIERRE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Hauteur de stockage des terres végétales	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.3	/	Sans objet
9	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 5.2	/	Sans objet
11	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 6.4	/	Sans objet
13	Entretien des rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Clôtures et merlons	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
4	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.5	/	Sans objet
5	Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 3.2	/	Sans objet
6	Phasage de défrichement	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 15.2	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 3.2	/	Sans objet
8	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 3.3	/	Sans objet
10	Rétentions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.1. II.	/	Sans objet
12	Diaclases	Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 11.3	/	Sans objet
14	Traçage des eaux d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait de l'absence d'exploitation depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter, le suivi du site est perfectible. En particulier, le suivi écologique n'a pas été réalisé, le plan topographique n'a pas été mis à jour et des efforts doivent être menés sur l'entretien des aires étanches et des rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.15
Thème(s) : Situation administrative, Dimensions de l'excavation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait établir un plan à une échelle usuelle au moins aussi précise que le 1/1 000, orienté. Il est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant transmet un plan topographique daté du 29 janvier 2020. NON-CONFORMITE: Le plan topographique n'a pas été mis à jour tous les ans. L'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu d'évolution du site depuis cette date, en l'absence d'exploitation depuis la délivrance de l'arrêté d'autorisation. Le registre des productions est consulté, la dernière période d'extraction a eu lieu en septembre 2018. L'exploitant déclare que des travaux de remise en état ont été réalisés jusqu'en janvier 2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et merlons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'accès au site est interdit par une barrière. Une végétation dense empêche l'accès au site sur le pourtour du périmètre autorisé. L'ancien chemin communal qui figure sur les plans traversant la zone agricole puis la forêt à proximité de la zone à défricher a été suivi. L'accès aux fronts de taille par cet ancien chemin est interdit par des merlons recouverts de végétation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Hauteur de stockage des terres végétales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.3
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres de recouvrement constituant l'horizon humifère aux autres déchets d'extraction. Les terres de recouvrement et les autres déchets d'extraction sont stockés séparément. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à deux mètres.
Constats : D'après le plan topographique du 29 janvier 2020, le principal stock de terre végétale est positionné au sommet du cavalier de stériles central. D'après l'exploitant, ces terres auraient été stockées à l'issue de la campagne de décapage réalisée en 2008 ou 2009. D'autres stocks de terre existent en cordons sur la périphérie du site ou en stock au nord-ouest du site. Il n'a pas été identifié lors de l'inspection de stockage de terres de recouvrement en mélange avec d'autres déchets d'extraction. NON-CONFORMITE: Le stockage des terres au sommet du cavalier de stériles central excède la hauteur maximale avec une hauteur d'environ 3 mètres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Dimensions de l'excavation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale d'exploitation est fixée à 387 m NGF. Toute exploitation en dessous des cotes susmentionnées est interdite.
Constats : D'après le plan topographique du 29 janvier 2020, la cote minimale d'extraction se situe à 391,76 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en six périodes quinquennales. L'exploitation est conduite conformément aux plans de phasage annexés au présent arrêté (annexes 2 et 3a).
Constats : Même en l'absence d'exploitation depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le phasage est respecté. L'exploitation qui doit se situer théoriquement en phase 1(2021-2026), se situe effectivement en phase 1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Phasage de défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 15.2
Thème(s) : Situation administrative, Défrichement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le défrichement est réalisé selon le phasage suivant : 54 m ² pendant la 14ème année ; 6 400 m ² pendant la 19ème année ; 5 400 m ² pendant la 24ème année ;
Constats : La zone à défricher à compter de 2035 a été vue lors de l'inspection. Les différents arbres et arbustes sont encore intacts et n'ont pas été défrichés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières qui permet d'assurer la remise en état maximale, pour chacune de ces périodes, est fixé dans le tableau ci-après, par référence à l'indice TP01 (base 2010) de janvier 2021 (111,2). Phase / Période - Montant des garanties 1/ de 0 à 5 ans - 358 269 € [...]
Constats : L'inspection dispose d'un acte de cautionnement couvrant le montant de la phase 1 (358 269 €) jusqu'au 30/05/2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 3.3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé par l'exploitant dans les six mois qui suivent l'intervention de cette augmentation.
Constats : L'indice TP01 de référence pour l'établissement du montant des garanties financières est celui de janvier 2021 (111,2). L'augmentation de l'indice TP01 a dépassé 15% depuis l'indice de juin 2022 (129,1), publié le 13 août 2022.
Observations : L'exploitant doit actualiser le montant des garanties financières avant le 13 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 5.2
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi sur les espèces sensibles et leurs habitats est effectué par un écologue qualifié ou par une association de protection de l'environnement, afin de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place. Le suivi inclut un inventaire des espèces végétales exotiques envahissantes. Des mesures d'éradication sont prises en tant que de besoin. Le suivi est réalisé en années N+1, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30.
Constats : NON-CONFORMITE: Le suivi écologique en année N+1 (2022) n'a pas été réalisé. L'exploitant compte y procéder au printemps 2023, période a priori la plus propice au suivi.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18 > 18.1. II.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : Diverses citernes et un camion-citerne sont visibles sur le site, l'exploitant déclare qu'elles sont vides et qu'elles servaient par le passé à contenir de l'eau pour les besoins de l'utilisation de fil diamanté pour la découpe de la pierre. Le stockage d'hydrocarbures se localise dans un des containers au centre du site. Une cuve d'une quantité maximale de 1500 L de GNR y est présente. La cuve est placée sur une rétention dont la capacité semble être la même que celle de la cuve. Une deuxième rétention est disponible pour accueillir des fûts ou des bidons le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A l'exception des engins à chenilles, le stationnement des engins en dehors des périodes d'activité s'effectue sur une aire étanche de dimensions suffisantes et aménagée pour la récupération des fuites éventuelles. Cette aire peut être celle qui est prévue pour les ravitaillements et pour les entretiens des engins.</p> <p>Les eaux collectées sur les aires de ravitaillement, d'entretien ou de stationnement des engins sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un débourbeur coalescent ou par un dispositif équivalent avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Le dispositif est nettoyé aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant conserve, au moins cinq ans, tous documents qui justifient l'entretien régulier du dispositif et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif.</p> <p>Constats : Deux aires de ravitaillement, d'entretien et de stationnement des engins existent sur le site. L'aire proche de la barrière d'entrée sur le site n'est plus utilisée depuis plusieurs années et est partiellement dégradée. L'aire à proximité du pont de sciage est utilisée pour y stationner divers équipements dotés de réservoirs d'hydrocarbures.</p> <p>NON-CONFORMITE: Les caniveaux de l'aire à proximité du pont de sciage sont obstrués de terre et inopérants.</p> <p>Par courriel du 12 décembre 2022, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets justifiant de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures. La dernière vidange a été réalisée le 30/03/2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Diaclases

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les autres diaclases mises à jour, au cours de l'exploitation, au niveau du plancher de la carrière, sont comblées avec des déchets d'extraction (sauf les terres de recouvrement) de granulométrie de plus en plus fine vers la surface dans un délai maximum de 72 heures après leur découverte.</p> <p>Constats : Aucune diaclase n'a été identifiée au cours de l'inspection. Les éventuelles ouvertures dans le sol vues au cours de l'inspection résultent de l'utilisation d'outils de sciage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Entretien des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2021, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont entretenues et débarrassées des eaux météoriques ou des objets qui peuvent les encombrer. L'exploitant veille à ce que les volumes de rétention nécessaires restent disponibles en permanence.
Constats : NON-CONFORMITE: Les rétentions situées dans le container sont souillées d'hydrocarbures et ne sont pas entretenues. Malgré la présence d'hydrocarbures sur une hauteur de quelques millimètres en fond de rétention, les volumes de rétention nécessaires apparaissent toutefois disponibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traçage des eaux d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière, les autres installations, leurs annexes, leurs dépendances et les installations connexes sont situées, implantées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation et dans ses annexes, sauf dispositions contraires du présent arrêté et sauf dispositions contraires des arrêtés ministériels cités à l'article 1.3.
Constats : Lors de l'instruction du dossier, le commissaire enquêteur a recommandé de "réaliser un traçage situé dans la carrière, lors des colorations qui sont en cours sur le secteur, afin de lever le doute sur l'influence éventuelle de l'exploitation sur les eaux de captages d'alimentation en eau potable". L'exploitant déclare ne pas avoir pu procéder, du fait de la sécheresse, au traçage qu'il avait prévu de réaliser au cours de l'été 2022. L'exploitant prévoit de procéder au traçage au printemps 2023 après la remontée des nappes envisagée pour cet hiver. Il est à noter que le rapport en phase de décision de l'instruction du dossier mentionne: "La connexion karstique entre les environs du projet et trois captages AEP est déjà avérée, les mesures adaptées sont prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral et ne sont pas susceptibles d'évoluer en fonction du nombre de captages concernés."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet